

Le RAFO inaugure sa murale intergénérationnelle



Publié le 15 Novembre 2011

Benjamin Vachet

Née de l'imagination des élèves de l'école secondaire catholique Béatrice-Desloges et des membres du Rendez-vous des aînés francophones d'Ottawa (RAFO), une nouvelle murale a pris place dans le jardin du centre, tout près de la nouvelle terrasse.

Sujets : [RAFO](#)

Quand ils cultiveront leur potager l'été prochain, les membres du RAFO pourront le faire en admirant l'œuvre gigantesque de François Thériault et de ses élèves, artistes peintres du centre, Liz Courville, Louise Lemieux, Lucie Cléroux, Karine Surprenant et Carmelle Bergeron.

Mardi 15 novembre, le petit groupe a présenté le résultat de trois mois de travail intensif, pour un résultat à la hauteur des attentes placées.

Une splendide murale longue de 32 pieds a pris place sur l'entrepôt qui fait déjà la fierté des nombreuses personnes qui fréquentent le RAFO.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen

MARTIN CLEARY A concussed Immaculata quarterback regrets returning to the football final, writes MARTIN CLEARY.

Falcons capture AA volleyball title

Franco Cité sweeps Franco Oues in city final

At 6-8, power hitter Patrick Goulet certainly stood out among his peers on the volleyball court Tuesday.

By the end of the National Capital Secondary School Athletic Association boys' senior AA volleyball championship at Rideau High School, he had helped his Franco Cité Falcons teammates feel equally as tall.

After barely surviving an emotional, back-and-forth first set, the Falcons defeated the Franco Ouest Vikings 3028, 25-10, 25-19 to defend their city high school AA title and qualify for the Ontario Federation of School Athletic Associations' volleyball championship tournament at Stratford on Nov. 23-26.

"We have a lot of young players and they had the jitters in the first set," said Goulet, who recorded 17 kills and two blocks.

"We played our game and played well. We put a lot of pressure on their number 25 (Eric Girard) and adjusted to what he did."

Girard, who almost had matching numbers to Goulet with 15 kills and two blocks, was the reason behind Ouest's first-set drive with eight kills.

Despite leading 13-10 and 22-19, though, the upbeat Vikings were unable to take the critical opening set from the inconsistent Falcons.

The Vikings, who were handed six points on service faults by the Falcons, earned six set points, but couldn't clinch the set with one more point. At 28-28, Jordan Marchand struck one of his nine kills, and Ouest was then called for a violation to end the set.

Goulet and Marchand were the only returning seniors from the 2010 championship team.

"We knew they were good on the power side and had to stop that," Ouest head coach Marc Pilon said. "We had to win the first set or it would be difficult.

"Mentally, we're not prepared. We have a problem coming back."

Meanwhile, for the sixth consecutive year and the seventh time overall, the Glebe Gryphons won the NCSSAA boys' AAA/AAAA title, turning back the Béatrice-desloges Bulldogs 25-23, 25-21, 25-23.

The Gryphons will advance to the OFSAA boys' AAAA championship Nov. 23-26 at Hamilton. Desloges also will go to Hamilton for the boys' AAA high school provincials on the same dates.

Colonel By qualified as the second NCSSAA team for the OFSAA boys' AAA championship by defeating the Sir Robert Borden Bengals 25-21, 22-25, 25-16, 25-18.

"We have a really deep team with players who are on or have played on club teams," Glebe coach Mike Elliott said. "We were able to get scoring from three different players (Jeremy Coté, Phil Piché and Nathan Biernat) ... and scoring from the middle."

It was the second time in four meetings this season that Glebe had defeated Desloges.

The Sir Wilfrid Laurier Lancers completed a perfect season by winning the NCSSAA girls' senior Tier 2 basketball championship.



The host Lancers pushed their regular season and playoff record to 13-0 with a 38-34 victory against Canterbury in the final.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

TECHNICIEN(NE) CHEF DE LABORATOIRE



**G. Lalonde – Pharmacien affilié
819 663-4164**

- Vous recherchez de nouveaux défis ?
- Vous avez de bonnes aptitudes en gestion des ressources humaines et des opérations dans un laboratoire ?
- Le travail d'équipe vous motive ?
- Vous désirez expérimenter le travail dans un laboratoire rénové avec une équipe dynamique ?

Venez vivre l'expérience Coutu !

Nous sommes à la recherche d'un(e) technicien(ne) – chef de laboratoire à temps plein ayant un diplôme d'assistance technique en pharmacie ainsi qu'un minimum de 5 ans d'expérience à titre de technicien(ne) de laboratoire. Faire parvenir votre C.V. par télécopieur avant le 21 novembre 2011 à :

Richard Poirier
381, boul. Maloney Est
Gatineau, Qc
Télec. : 819 663-7642



Jean Coutu

**PHARMACIE JEAN COUTU G. LALONDE
381, boul. Maloney Est, Gatineau (QC)**


RECHERCHE

TECHNICIEN(NE) DE LABORATOIRE

Temps plein ou partiel

- Posséder une expérience minimale à titre de technicien(ne) de laboratoire;
- Formation sur place;
- Être capable de travailler à un rythme soutenu;
- Savoir faire face à toute situation problématique;
- Facilité à travailler en équipe;
- Horaire flexible.

**Si vous êtes intéressés(es), veuillez faire parvenir votre CV à l'attention de M. Richard Poirier
Télécopieur : 819 663-3195**



CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner

POSTE À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 20 000 élèves fréquentant 38 écoles élémentaires, 10 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

ÉDUCATRICE OU ÉDUCATEUR DE LA PETITE ENFANCE (EPE)
ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE SAINTE-MARGUERITE-BOURGEOYS (MERRICKVILLE)
Dossier 73/11-12

1 poste régulier à 100 % du temps, 10 mois (30 heures/semaine), programme PAJE

Pour obtenir tous les détails relatifs au poste à pourvoir, veuillez consulter le site internet du CECCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir

Notre MISSION
« Outiller chaque élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente du Conseil

Bernard Roy
Directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier du Conseil

Direction des ressources humaines
4000, rue Labelle
Ottawa (Ontario)
K1J 1A1
Téléphone : 813-744-2555 ou
www.cecce.ca

Une entreprise possédant plusieurs hôtels dans la région de la Capitale Nationale et aux États-Unis est à la recherche de

PERSONNEL POUR LA MISE EN MARCHÉ DE SES DIFFÉRENTES PROPRIÉTÉS

L'expérience pertinente en marketing, le bilinguisme, la connaissance des logiciels Word et Excel et de la mise en marché via internet sont des pré-requis.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae par courriel à case501@ledroit.com ou par la poste à

**LeDroit
Case 501
47, rue Clarence
Bureau 222
Case postal : 8860
Succursale T
Ottawa, ON
K1G 3J9**



Venez nous visiter à notre salon de l'emploi!



Si vous êtes bilingue (anglais/français) et que vous possédez d'excellentes compétences en service à la clientèle, nous aimerions vous rencontrer!

Apportez un curriculum vitae à jour et venez nous rencontrer à notre **Salon de l'emploi bilingue**
Vendredi 18 novembre – 10 h à 16 h
Hotel Hilton Lac Leamy – salle de conférence Julien Gagnon
3, boulevard du Casino Gatineau-Ottawa, QC J8Y 6X4

Pour plus d'information, veuillez téléphoner au **613 748-8JOB (8562)**
Pour les perspectives d'emploi, visitez-nous à careers.jporganchase.com

JPL

CONSTRUCTION

JOS PELLETTIER LTÉE

- Chargé de projets senior
- Chargé de projets intermédiaire
- Chargé de projets adjoint
- Technologue en architecture
- Estimateur en bâtiment

Pré-requis pour les postes :

- Diplômes universitaires et/ou collégiales en génie ou en architecture;
- Expérience dans le domaine de la construction;
- Connaissance de base en anglais;
- Connaissances informatiques (Excel, Word, Outlook, CAD, MS Project);
- Entregent, diplomatie et débrouillardise.

Nous offrons une rémunération concurrentielle en fonction de l'expérience et de l'apport de l'employé. Des horaires flexibles, un plan d'assurance collective, des activités d'équipe, un plan de bonification structuré et des possibilités d'avancement font également partie des conditions de travail.

Lieu de travail : 116 rue Lois, Gatineau.

Veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae à foyer@constructionjpl.com.

Le masculin est utilisé uniquement pour alléger le texte. Les postes sont ouverts à toutes et à tous.

CONSTRUCTIONJPL.COM

Gatineau-Ottawa Réduction des chantiers à prévoir

VINCENT B-POULI
La Presse

MONTRÉAL — La construction à Ottawa et Gatineau ralentit, selon le pro-Conférence Board du C effet, la région devrait diminution du nombre tiers, tant à court qu'à l Le Conférence Board hier une nouvelle é annonce d'ailleurs que seront moins bruyants des prochains mois à M à Toronto, où la constru dentielle devrait dimi Les deux villes les plu ses au pays verront let de nouveaux logeme diminuer au cours de chins mois. Au total, plus importantes régio politaines au pays ver industrie de la constru dentielle ralentir, selon de. « Le boom d'après- semble terminé, ce qu pourquoi il y aura moi ments construits au « prochains mois », dit J tyre, économiste au C Board du Canada, qui l'étude en se basant sur sions de demandes de construction.

Selon le Conférence compte présentement 88 de construction résid Gatineau-Ottawa, cor ment à 7061 l'an dernier

Hausse à Montréal et

D'ici cinq ans, le C Board prévoit une haus bre de permis de cons Montréal, tout comme et à Vancouver. L'organ pas aussi optimiste pou chés immobiliers de (Ottawa, Québec, et Sh qui devraient tous assi diminution du nombre de construction autar terme (six mois) qu'à l (cinq ans).

Le Conférence Board envisageait aussi le mo une baisse de la constru dentielle d'ici 6 mois d 27 régions métropolitai l'organisme prévoyait to hausses de la constructi tielle à Montréal et à Tor de la mise à jour de l'étu ce matin, les deux plus in régions métropolitaine sont passées dans l'au celui où le Conférence l voit une baisse du noml mis de construction.

« Montréal doit faire : hausses d'impôt foncier, remet des règles hypot un inventaire élevé de neufs, dit l'économiste J

LE MERCREDI 16 NOVEMBRE 2011



15 novembre 2011 08:00 - Affaires générales - Nouvelles pour les jeunes
- Agriculture - Aliments

Les dîners à l'école : célébrer 25 ans de choix nutritifs

Une spécialiste des dîners à l'école offre des conseils pour remédier aux boîtes à dîner ennuyantes

TORONTO, le 15 nov. 2011 /CNW/ - Les Producteurs laitiers du Canada ont fait équipe avec Shannon Crocker, diététiste et spécialiste des dîners à l'école, afin de créer cinq idées originales pour surmonter le syndrome des boîtes à dîner ennuyantes. Les toutes nouvelles « solutions de Shannon pour mettre de la vie dans la boîte à dîner » font partie des célébrations commémorant les 25 ans du Programme du lait des écoles élémentaires (PLEE) en Ontario.

Plus de 2800 écoles ontariennes (70 % de toutes les écoles élémentaires de l'Ontario) célébreront leur participation au PLEE à compter du mois de novembre. Elles encourageront ainsi d'autres élèves et davantage d'écoles à tirer parti des nombreux bienfaits du programme.

À titre d'experte qui passe beaucoup de temps dans les écoles, Shannon Crocker constate d'elle-même les nombreux avantages que confère le programme du lait à l'alimentation globale des enfants d'âge scolaire.

« Les élèves adorent le Programme du lait des écoles élémentaires pour le lait délicieux qu'ils peuvent déguster et les récompenses amusantes du programme », souligne-t-elle. « Les parents sont rassurés de savoir que leurs enfants obtiennent de l'énergie et 16 éléments nutritifs essentiels pour demeurer en santé, éveillés et prêts à apprendre chaque jour », ajoute-t-elle.

En matière de dîner à l'école, Shannon Crocker porte trois chapeaux : celui de maman de deux enfants d'âge scolaire, celui de bénévole pour le programme PLEE et celui de diététiste. Ces rôles divers lui donnent une perspective unique sur ce qui se passe dans les salles de dîner des écoles.

« Les parents commencent à en avoir assez de préparer le même dîner à emporter pour leurs enfants et de voir ceux-ci ramener à la maison des sandwichs à moitié consommés ou des portions de légumes non consommées », affirme Shannon. « Mes conseils pratiques répondent au souhait des parents d'offrir à leurs enfants des aliments sains et au besoin des enfants de manger des aliments bons au goût, tout en s'amusant ».

Les solutions de Shannon offrent aux parents la possibilité de contourner la quantité phénoménale d'aliments sucrés, transformés et sur-emballés qui font leur apparition sur les tablettes des supermarchés et dans les cafétérias d'écoles à travers le pays. Elle a établi une variété d'aliments plus nutritifs qui sont des favoris des enfants, comme par exemple des trempettes, des collations savoureuses, des boissons pour l'heure du dîner, des troussees à dîner préparées à l'avance et des barres moelleuses.

LES SOLUTIONS DE SHANNON POUR METTRE DE LA VIE DANS LA BOÎTE À DÎNER (pour une description plus complète, visiter www.laitecole.ca.)

1. Pour les enfants qui aiment les boîtes à lunch préparées du commerce...

Une boîte à lunch amusante que les enfants peuvent assembler eux-mêmes les soirs de semaine.

Shannon suggère d'utiliser des contenants réutilisables divisés en sections, que les enfants peuvent remplir d'aliments présentés en bouchées.

2. Pour les enfants qui aiment les barres de céréales aux riz et les barres muesli sucrées...

Une recette faite maison, sans cuisson au four, que vos enfants peuvent vous aider à préparer un soir de semaine.

Préparez une grosse quantité de barres, à l'aide d'ingrédients faible en sucres et en gras et riche en céréales de grains entiers. Vous obtiendrez des barres beaucoup moins coûteuses et plus nutritives que les versions du commerce. Emballez-les et déposez-les dans un sac allant au congélateur, puis congelez-les. Le lendemain matin, déposez une barre dans un contenant réutilisable et placez le contenant dans la boîte à lunch.

3. Pour les enfants qui ont un « problème de boisson » à l'heure du dîner...

Un programme qui donne accès aux enfants à du lait frais (blanc ou au chocolat) tous les jours à l'école.

Plusieurs écoles de l'Ontario participent au Programme du lait des écoles élémentaires, un programme qui donne accès aux élèves à du lait frais (blanc ou au chocolat). C'est un moyen très simple de faire en sorte que vos enfants obtiennent une boisson santé livrée à l'école même. Découvrez le programme sur le site www.laitecole.ca.

PROFIL DE L'ORGANISATION

LES PRODUCTEURS LAITIERS
DU CANADA (PLC)



www.plaisirlaitiers.ca/fr/trade-and-industry/home.htm

Renseignements sur cet organisme

4. Pour les enfants qui aiment faire trempe...

Avouons-le : tremper des aliments, c'est amusant! Les enfants de tous âges (et les parents) adorent tremper leurs aliments.

Les trempettes rehaussent le goût de tout ce qu'elles touchent, de la branche de céleri au craquelin de blé entier. Préparez votre propre trempette « dessert » avec du yogourt nature de style Grec, un peu de cassonade et un jet de vanille. Vous pouvez également remplacer la cassonade par du sirop d'érable, du miel ou du sirop pour lait au chocolat. Pour les aliments à tremper, allez-y de raisins, de petits fruits, de morceaux d'ananas ou de melon, de sections de clémentine ou de pointes de pita à la cannelle cuites au four (badigeonner d'un peu de beurre, saupoudrer de cannelle, couper en pointes et cuire jusqu'à ce qu'elles soient croustillantes).

5. Pour les enfants qui aiment les collations croquantes ...

Faites-leur assembler leur propre mélange croquant.

Disposez une variété d'ingrédients santé sur la table la fin de semaine et demandez-leur d'assembler leur propre mélange. Conservez leurs créations dans un contenant hermétique; ils pourront ensuite en répartir chaque jour dans de petits contenants pour leur dîner d'école. Variez les ingrédients chaque semaine pour qu'ils demeurent enthousiastes.

À PROPOS DU PROGRAMME DU LAIT DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

Le Programme du lait des écoles élémentaires établit des partenariats entre les écoles et les laiteries locales pour offrir chaque jour aux élèves à l'heure du dîner du lait frais et abordable. Des millions d'enfants ont bénéficié de ce programme à ce jour, avec l'aide de milliers de bénévoles et d'individus œuvrant dans l'industrie laitière. En général, le lait est vendu aux écoles aux prix en vigueur dans le marché. Les écoles établissent ensuite un profit de « collecte de fonds », après quoi les familles bénéficient d'un rabais significatif par rapport au prix normalement payé pour un contenant de 250 ml de lait dans un restaurant ou un dépanneur.

CE QU'EN DISENT LES EXPERTS

« Éduquer les élèves sur l'importance de faire de bons choix alimentaires est beaucoup plus efficace quand les enfants consomment des aliments à l'école. Le Programme du lait des écoles élémentaires facilite les choix alimentaires sains en communiquant régulièrement des messages sur la saine alimentation à l'école », affirme Chris Markham, directeur général et chef de la direction d'Ophea (anciennement l'Ontario Physical and Health Education Association). « De plus, ce programme aide les élèves à obtenir leurs deux à quatre portions de lait et substituts par jour, offre aux parents un moyen pratique de s'assurer que leurs enfants obtiennent leurs portions quotidiennes de lait frais et nutritif, et fournit aux écoles un moyen facile et sécuritaire d'effectuer des collectes de fonds », conclut-il.

Renseignements :

Pour obtenir d'autres idées formidables de dîners à l'école, pour interviewer Shannon Crocker ou pour en savoir plus sur le Programme du lait des écoles élémentaires, veuillez communiquer avec :

Josh Terry / Katy James
416-322-3030, extension 239 / 232
josht@trilliumpr.com / katy@trilliumpr.com

URL raccourcie <http://cnw.ca/4QRu2>

16 novembre 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER

Examiner les maillons de la chaîne pour améliorer la réussite scolaire

Jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com com

Jugeant que les résultats de ses élèves pourraient être meilleurs, la Commission scolaire des Draveurs (CSD) vient de lancer un projet-pilote qui pourrait modifier les pratiques pédagogiques de ses enseignants.

« On s'est doté d'un modèle où on va mettre en place une chaîne d'imputabilité », explique le directeur général de la CSD, Bernard Dufourd. Cette chaîne partira des enseignants pour se rendre au conseil des commissaires, en passant par les directions d'écoles et la direction générale de la CSD.

Cette initiative, qui doit prendre forme dès le mois de janvier dans une école secondaire et environ six écoles primaires, vise à améliorer la réussite scolaire. « On a évalué que, comme beaucoup d'autres commissions scolaires du Québec, on n'avait pas un taux de diplomation qui nous satisfaisait », a indiqué M. Dufourd. « Alors, on va regarder chacun notre niveau de responsabilité, pour voir quels sont les gestes à poser pour que les élèves réussissent. [...] L'objectif, c'est de faire en sorte que nos établissements, via leur direction et via leur personnel enseignant, augmentent au maximum leur taux de réussite. Il y aura toujours un 10 % d'élèves pour qui la réussite scolaire va poser un défi particulier, mais on est loin de ça à l'heure actuelle. »

Les pratiques pédagogiques des enseignants seront analysées dans le cadre de ce projet-pilote. Les enseignants pourraient ensuite être appelés à modifier leur approche, et ce, dans le but d'accroître le taux de réussite.

Si les résultats sont concluants, la CSD souhaite étendre cette façon de faire à l'ensemble de ses écoles lors de la prochaine rentrée scolaire, à l'automne 2012.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit

TROIS ÉLÈVES DE L'ESHG HONORÉS



Le directeur de l'école secondaire Hormisdas-gamelin (ESHG), Fernand Deschamps, a remis la médaille académique du Gouverneur général à Julie Rousseau pour ses succès scolaires exceptionnels. Cette ancienne élève étudie maintenant à l'université en sciences biopharmaceutiques. D'autre part, Alexandre Desjardins et Carolyne Soucy ont reçu chacun une bourse Accroche-coeur de la Fondation Jean-michel Ancil.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Un « abandon des francophones », dénonce L'ACFO de P.-R.

Correspondant régional



ARCHIVES, La Presse Canadienne

Dans une lettre ouverte, L'ACFO de Prescott et Russell condamne vivement les nominations d'unilingues anglophones à d'importants postes au fédéral, dont celle de Michael Ferguson comme vérificateur général.

L'ACFO de Prescott et Russell durcit le ton. Plus effacée depuis quelques années, préférant une saine négociation en coulisse à la dénonciation, l'association canadienne-française de l'ontario de Prescott et Russell a senti le besoin de faire une rare sortie publique pour dénoncer ce qu'elle qualifie d'« abandon des francophones » par le fédéral.

Dans une lettre ouverte envoyée aux médias de la région, l'organisme voué à la défense des francophones condamne vivement les nominations récentes par le gouvernement Harper d'unilingues anglophones comme vérificateur général du Canada et magistrat au sein du plus haut tribunal du pays.

« De toute évidence, le gouvernement fédéral semble avoir jeté l'éponge envers la dualité linguistique et L'ACFO de Prescott et Russell ne peut que dénoncer le manque de volonté de la part de ce dernier et le recul de la place du français au sein de ces deux institutions canadiennes », écrit la présidente Nathalie Ladouceur.

En ce qui a trait à la nomination de Michael Moldaver, juge unilingue anglophone à la Cour suprême du Canada, l'avocat Éric Cabana, directeur des affaires francophones au sein de L'ACFO de Prescott et Russell, se dit très inquiet. « Cette nomination est néfaste pour les francophones. Pour des questions constitutionnelles en matière de droit linguistique, par exemple, je ne suis pas convaincu qu'un juge unilingue est dans la meilleure des positions », estime Éric Cabana.

Quant à la nomination Michael Ferguson, lui aussi unilingue anglophone, à titre de vérificateur général du Canada, le directeur des affaires francophones de L'ACFO de Prescott et Russell se fait tout autant critique. « Il est fort possible que cette personne arrive à la conclusion que la question de la dualité linguistique, de l'égalité de l'anglais et du français, n'est tout simplement pas une priorité pour le gouvernement fédéral actuel », craint-il.

« La compétence du candidat avant tout », a jusqu'ici répété le député fédéral conservateur de Glengarry-prescott-russell, Pierre Lemieux. À l'instar de son gouvernement, le député s'est opposé au

projet de loi proposé par le député néo-démocrate Yvon Godin – et mort au feuilletton lors des dernières élections – visant à faire de la maîtrise du français et de l'anglais une obligation pour les juges nommés à la Cour suprême.

Le député Pierre Lemieux n'a pas répondu à la demande d'entrevue que lui a adressé Ledroit, hier. Changement de ton

Pour cette dernière sortie en règle, L'ACFO de Prescott et Russell admet avoir changé sa stratégie pour adopter une approche un peu plus agressive. Il n'était pas question de rester les bras croisés sur ce coup-là, affirmet-on.



« Il me semble que l'ère de débats politiques extrêmes pour le plaisir de montrer les dents est chose du passé. Oui, L'ACFO de Prescott et Russell d'aujourd'hui préconise plutôt une stratégie de conciliation, de collaboration et de sensibilisation, mais lorsqu'il faut dénoncer et parler fort, nous sommes encore là », a rappelé la présidente Nathalie Ladouceur. **VOIR LA VERSION INTÉGRALE DE LA LETTRE**

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit

LES ENFANTS DE LA LIÈVRE BIEN AU CHAUD



Quelque 186 enfants passeront l'hiver bien emmitouflés, grâce à une collecte de vêtements organisée par les Chevaliers de Colomb et Matériaux Bonhomme de Buckingham. Environ 870 items ont été récoltés, dont des foulards, des bottes et des costumes d'hiver complets. Près de 3500 \$ en dons ont aussi été recueillis. « Notre objectif était de 1000 vêtements, ce que nous n'avons pas atteint. Par contre, grâce à l'argent accumulé, nous sommes en mesure de dire mission accomplie », se réjouit Sébastien Joncas de Matériaux Bonhomme. Tous les vêtements ont été remis à la Maison de la Famille Vallée-de-la-lièvre, qui les redistribuera. Sur la photo, on peut voir les différents organisateurs de la collecte.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit

À l'amende pour avoir opéré sans permis

Le Centre de conditionnement physique Nicolas-gatineau, situé dans la polyvalente du même nom, s'est fait imposer des amendes totalisant 2010 \$ pour avoir contrevenu à la Loi sur la protection du consommateur.

Le centre, situé au 360 boulevard de La Vérendrye, à Gatineau, a plaidé coupable aux accusations portées à son endroit. L'office de la protection du consommateur reprochait au centre « de ne pas être titulaire du permis requis par la loi ».

Ouvert depuis de nombreuses années et géré par une corporation à but non lucratif, le centre est utilisé par les élèves et le personnel, mais est également accessible au grand public.

Selon le président de la Commission scolaire des Draveurs, Julien Croteau, le centre s'est retrouvé sans permis pendant « une trentaine de jours », et c'est pendant cette période que l'infraction a été constatée par l'office. M. Croteau ne croit pas que l'infraction ait été commise de mauvaise foi, et assure que le permis est actuellement en règle.

Justine Mercier, Ledroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit

De Alfie à Pauline

anon ? – Oui Denis ? – Ça fait combien de temps que tu me répètes que tu veux un chien ?
 – Je ne sais pas. Deux ans peut-être. – Dis plutôt ‘cinq ans’. – Bon, d’accord Denis. Cinq ans. Mais pourquoi me demandes-tu ça ?
 – Parce que je pense que j’ai trouvé. J’ai un « ami » sur Facebook qui a des chiots à vendre à 100 \$ chacun. – Quelle race ! ? – Mélange pincher et chihuahua. Ce sont des petits chiens de compagnie qui, à l’âge adulte, pèsent à peine 10 livres. – Allons-y ! – Allons où ? – Bien... acheter un de ces chiots ! Vite avant qu’il n’en reste plus ! – T’oublies un détail, Manon. – Quoi ? – On fait quoi de Bibi (notre chatte) ?
 – Ah oui... elle ! Bof. Elle va s’habituer.
 – Bibi ! ? Elle protège tellement son territoire qu’elle est jalouse quand une mouche vole dans le salon. On entre un chien ici et elle va tomber en syncope.
 – Bien non Denis. Tu vas voir, elle va s’habituer. Elle va vite réaliser qu’elle est plus grosse que le chiot et que dans la hiérarchie de la maison, elle passe avant le chien.
 – Elle pense déjà qu’elle passe avant NOUS dans la hiérarchie de la maison !
 – Bon. Tu vois. Tout va être correct. Allons-y ! Allons se chercher un chien ! Woooo !
 – Il faudrait que j’apprenne à me fermer le clapet et à moins visiter Facebook, moi...
 – Tu veux un chien autant que moi, Denis Gratton.
 – Je ne veux pas un chien. Je veux quelque chose qui me fera marcher.
 – Alors viens chercher ton compagnon de marche ! ».
 (De retour à la maison avec un chiot de huit semaines...)
 « Qu’il est mignon Denis, ça n’a pas de bon sens ! Regarde comme il se colle sur moi. Il est adorable !
 – ELLE est adorable, tu veux dire. T’oublies que c’est une chienne.
 – C’est vrai. C’est une femelle. Comment va-t-on l’appeler, Denis ?
 – Je pensais à ça dans l’auto, Manon, et je pense que j’ai trouvé.
 – Oh ! Boy... Attends Denis, il faut que je me prépare mentalement pour ce qui sortira de ta bouche. (Grande respiration...). O.K.. Vas-y. – Alfie. – Quoi ! ? – Alfie. C’est le sobriquet du capitaine des Sénateurs Daniel Alfredsson. Et puisque je suis ambass...
 – Je le sais ! Je le sais ! Ambassadeur officiel des Sénateurs d’ottawa !
 – Un titre très très sérieux, tu sauras.
 – Sérieux pas sérieux, Denis, je n’appelle pas mon chien Alfie. – C’est une chienne. – Alors encore moins ! Non, on va l’appeler Rosie.
 – Penses-tu vraiment, Manon, que je vais aller faire marcher un chien nommé Rosie ? Viens Rosie ! Viens Rosie ! Je serais la risée de Vanier. Non merci. Pas de Rosie.
 – Alors trouvons-lui un nom de fleur. Capucine ? Campanule ? Géranium ?
 – Et pourquoi pas Pissenlit, tant qu’à faire ? – Soit sérieux, Denis. – Gloire du matin, alors ? Ou Cosmos ? – On va y penser, d’accord ? – D’accord. Mais je te parie, Manon, que je dis le nom Alfie tout haut et que le chien – la chienne plutôt – va me regarder. – Essaie-toi. – Alfie ! (Les oreilles de l’animal se dressent et il se tourne vers moi). Tu vois Manon ! C’est son nom. Viens ici ma belle Alfie !
 – C’est parce que t’as crié, idiot. T’aurais crié ‘ Pauline Marois ’ et elle se serait tournée.
 – Pauline. Tiens, c’est pas mal comme nom, ça.
 – (Long soupir...). On va y penser Denis... On va y penser... »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | *Le Droit*

Fausse route pour le français

L'office québécois de la langue française et Impératif français font fausse route. La vitalité et l'essor du français dépendent bien plus du français enseigné dans les écoles et parlé à la maison que de la langue d'affichage et de la traduction des marques commerciales. À bien y penser par contre, traduire Sleep Country par « Contrée endormie » collerait bien à la réalité québécoise !

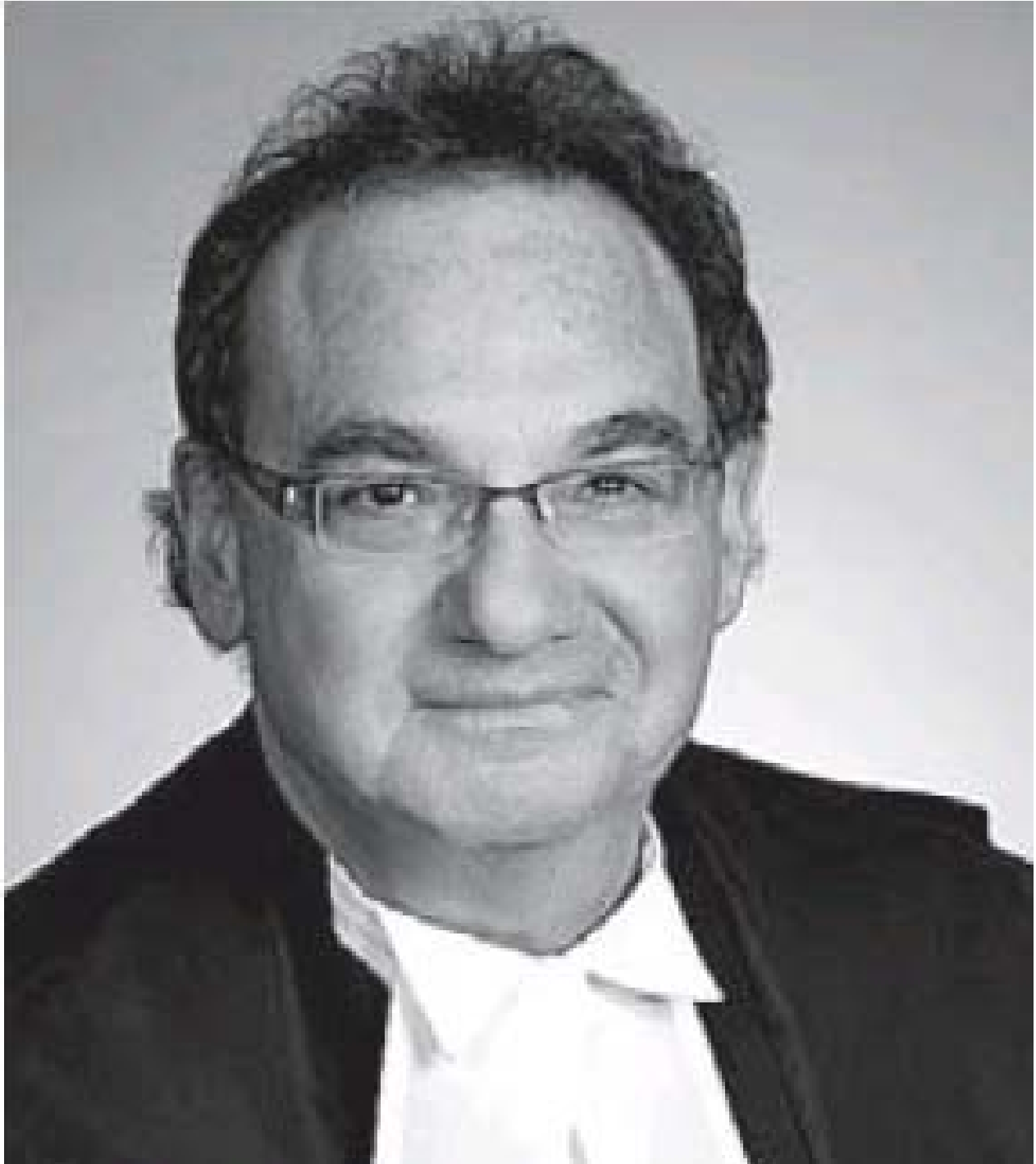
René Thibault, Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit | À VOUS LA PAROLE

Le fédéral a abandonné les francophones

L'ACFO de Prescott et Russell (PR) s'inquiète des récentes nominations du gouvernement fédéral de personnes unilingues anglophones.



Le gouvernement a permis au juge Michael J. Moldaver (à gauche) et à Michael Ferguson, bien qu'ils soient tous deux unilingues anglophones, d'accéder à la cour suprême, et au poste de vérificateur général.

L'ACFO de PR comprend mal comment le gouvernement a pu faire fi des qualifications requises en matière de bilinguisme pour le poste de vérificateur général et ainsi nommer un unilingue anglophone.

À la Cour suprême, un des deux postes a été comblé par un unilingue anglophone. Il est essentiel que les juges siégeant au plus haut tribunal du pays puissent comprendre et l'anglais et le français sans avoir recours à un interprète. À cet effet, L'ACFO de PR appuie les positions de l'association des juristes d'expression française de l'ontario et la Fédération des communautés francophones et acadiennes du

Canada.

Peu convaincant

En raison de l'importance et des fonctions de ces postes, L'ACFO de Prescott et Russell est d'avis que la capacité de comprendre l'anglais et le français est un élément lié à la question de compétence et estime donc peu convaincantes les explications du gouvernement à ce sujet.

De toute évidence, le gouvernement fédéral semble avoir jeté l'éponge envers la dualité linguistique et L'ACFO PR ne peut que dénoncer le manque de volonté de la part de ce dernier et le recul de la place du français au sein de ces deux institutions canadiennes. Nathalie Ladouceur, Présidente, ACFO de Prescott et Russell,

Hawkesbury Eric Cabana, Casselman Tina Charbonneau, Lefavre Catherine de Quimper, Rockland Francine Gougeon, Limoges Marie Marleau, Marionville

Luc Morin, Rockland Yvon Pépin, Hawkesbury Nicole Charbonneau, Lefavre

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit | JUSTINE MERCIER jmercier@ledroit.com

L'entente est approuvée à l'unanimité

Les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'outaouais ont approuvé à l'unanimité, hier, l'entente intervenue avec le gouvernement, qui prévoit le maintien de primes grâce au statut particulier de la région.



PATRICK WOODBURY, Ledroit

Les infirmières ont approuvé à l'unanimité, hier, l'entente avec Québec. « On est satisfait de l'entente », se réjouit la présidente du syndicat du CSSSG, Lynne Plante (à gauche). « Pour l'ensemble des professionnels [...], c'est une victoire », selon Daniel Gilbert, 2e v.-p. de la FIQ (à droite).

« C'est à peu près pareil à ce qu'on avait déjà », a déclaré un infirmier, à la sortie du scrutin, hier soir à Gatineau. « On va maintenir [nos conditions de travail] jusqu'en 2015, donc on est satisfaits quand même. »

Les commentaires étaient rares, mais les infirmiers et infirmières croisés semblaient dans l'ensemble bien heureux du résultat.

« Pour l'ensemble des professionnels en soins de santé dans la région, c'est une victoire », selon Daniel Gilbert, deuxième vice-président de la FIQ.

« On est satisfait de l'entente. On a un peu plus que ce qu'on avait déjà pour les primes du statut particulier », a précisé la présidente du syndicat du Centre de santé et services sociaux de Gatineau, Lynne Plante.

Maintien des avantages

Les professionnelles de la région représentées par la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) conservent ainsi des avantages financiers par rapport aux autres régions du Québec. Les primes pour les quarts de soir, qui sont de 6 % à l'échelle provinciale, seront dorénavant de 14 % en Outaouais.

Les primes de nuit, qui varient entre 13 % et 15 % à l'échelle provinciale selon l'ancienneté, sont majorées de trois ou quatre points de pourcentage dans la région, toujours en fonction de l'ancienneté.

Lorsque ces primes seront augmentées ailleurs au Québec, celles offertes en Outaouais le seront également.

Pour toute la région

L'entente prévoit aussi que les salariées de la région qui effectuent des quarts de travail de 12 heures gardent leurs « primes d'intéressement » de 7 %, qui ne font pas partie de la convention collective nationale. Selon la nouvelle entente, tous les établissements de l'outaouais offriront ces différentes primes, qu'ils aient ou non recours à de la main-d'oeuvre indépendante.

« On va pouvoir donner à l'ensemble de nos établissements l'accès à ce statut particulier. Je crois que pour l'ensemble de nos membres, c'est un gain très important », a dit M. Gilbert.

L'entente est en vigueur jusqu'au renouvellement de la convention collective, qui vient à échéance au printemps 2015. Abolies le 5 novembre, les anciennes primes devaient faire l'objet d'un renouvellement chaque année.

« On aura à rediscuter du statut particulier de l'outaouais dans le cadre de la négociation nationale », a indiqué Daniel Gilbert.

Ce dernier a fait savoir que la partie syndicale a tenté, en vain, d'obtenir la création de « primes frontalières ». « Nos membres qui travaillent de jour auraient pu en bénéficier, mais ça a été une fin de non-recevoir du côté du ministère [de la Santé] », a indiqué M. Gilbert.

Au moins un des syndiqués questionnés hier a dit ne pas vraiment considérer de traverser la rivière pour travailler à l'hôpital Montfort, par exemple. « Non, ça, il n'y a pas de danger. »

« Une formule gagnante, ça n'a pas de prix. Le statut particulier leur a permis d'être beaucoup plus agressifs sur le marché du recrutement, et de conserver nos professionnels à l'emploi de leurs établissements », d'après M. Gilbert.

« On a moins peur de Montfort », a dit hier Mme Plante. « En gardant nos primes de statut particulier on est plus proche en terme de salaires. Ceux qui venaient d'ailleurs au Québec vont aussi pouvoir rester en Outaouais. »

Des concessions

En début d'assemblée, hier, M. Gilbert a expliqué aux syndiquées présentes que la FIQ n'avait pas obtenu tout ce qu'elle avait demandé au gouvernement, notamment le rehaussement du budget alloué à la formation.

La FIQ aurait aussi souhaité une modification à la structure des postes, ce qui ne fait pas partie de l'entente.

À ce chapitre, Daniel Gilbert se réjouit tout de même de la création prochaine d'une « table régionale pour discuter de projets structurants ».

« C'est donc à cette table-là qu'on va revenir à la charge, affirme le deuxième vice-président de la FIQ. En Outaouais, on a à peine 54 % de nos professionnelles qui détiennent un poste à temps complet, donc c'est important d'agir sur la structure de postes », soulignait-il.



Avec Simon Cremer

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 novembre 2011 | Le Droit

Les pharmaciens pourront renouveler des ordonnances

QUÉBEC — Il ne sera bientôt plus nécessaire d'aller chez le médecin pour obtenir le renouvellement d'une prescription d'ordonnances, si on souffre d'un problème de santé mineur.

Il suffira de se rendre voir un pharmacien, qui se verra attribuer plus de pouvoirs, en vertu du projet de loi 41 déposé hier par le ministre de la Santé, Yves Bolduc.

Ainsi, toute une série de problèmes mineurs pourront se régler à la pharmacie du coin, dont les feux sauvages, allergies saisonnières, infections urinaires, diarrhées du voyageur et nausées de femmes enceintes.

En aucun cas les pharmaciens ne pourront poser un diagnostic, mais si un patient a déjà reçu un diagnostic et une prescription d'ordonnances pour traiter un problème mineur, le pharmacien pourra par la suite renouveler cette ordonnance sans que le patient ne doive retourner voir son médecin, si le même problème réapparaît.

Le prolongement de prescription pourra être de la même durée que la prescription initiale.

Les cliniques sans rendez-vous et les cabinets de médecins s'en trouveront d'autant désengorgés.

Le projet de loi devrait être adopté sans délai, puisque l'opposition péquiste applaudit à cet élargissement des pouvoirs dévolus aux pharmaciens.

« Il était temps que le gouvernement libéral comprenne enfin le bon sens et agisse. Maintenant, nous souhaitons que ce projet de loi soit adopté durant la présente session parlementaire et qu'il soit mis en application dès 2012 », a commenté la porte-parole péquiste en santé, Agnès Maltais.

Le projet de loi a été élaboré en collaboration avec le Collège des médecins, l'ordre des pharmaciens et l'ordre des professions.

Dès que le projet de loi sera adopté, les pharmaciens pourront en fait accomplir cinq actes supplémentaires, incluant le pouvoir de prolonger une ordonnance, ajuster une ordonnance et prescrire un médicament quand aucun diagnostic n'est requis.

Au total, 18 problèmes mineurs de santé pouvant être traités par les pharmaciens ont été identifiés dans le projet de loi.

« Des mères et des pères de famille n'attendent plus pour faire ajuster la dose d'un antibiotique pour leurs enfants le vendredi soir. Le pharmacien pourra ajuster [la dose] en fonction du poids de l'enfant », a illustré la présidente de l'ordre des pharmaciens, Diane Lamarre, en conférence de presse, aux côtés du ministre Bolduc, pour démontrer la pertinence du projet de loi.

« Les Québécois ne manqueront plus une journée de travail en raison de leurs allergies saisonnières ou d'un feu sauvage », a ajouté Mme Lamarre, satisfaite du projet de loi et de l'ouverture démontrée par le Collège des médecins.

Dans ce dossier, les pharmaciens ne revendiquaient pas de pouvoir poser des diagnostics – chasse gardée des médecins – mais cherchaient à « améliorer l'accès de la population à différents services », a encore fait valoir la présidente de l'ordre des pharmaciens.

Chaque fois qu'une personne se rendra à la pharmacie plutôt que chez le médecin, « cela va laisser une place de disponible pour un autre patient », a renchéri le ministre Bolduc.

Ouverture d'autres champs

Avec la volonté d'élargir les champs de pratique de manière à désengorger toujours plus la première ligne du système de santé, le ministre Bolduc a aussi soutenu que l'ouverture faite aux pharmaciens pourrait être suivie par de nouvelles autorisations faites à d'autres professionnels de la santé, comme les infirmières.

« Ce n'est pas vrai que tout le monde peut faire n'importe quoi dans le rôle de protection du public. Mais lorsque les gens sont bien formés, que c'est dans leur champ de compétences, à ce moment-là, il peut y avoir un partage des actes qui peut être différent, qui va évoluer dans le temps, comme notre société est évolutive », a expliqué le ministre.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen

A LOUD RESPONSE

Sir Wilfrid Laurier Secondary School students kicked off their toy collection for Toy Mountain Tuesday at the Orléans high school with toddlers, students and seniors alike donating toys to the Salvation Army. Last year, the school collected more than 500 toys for needy kids and hope to raise that and more this year. Here, young Parker Anderson, 3, centre, and Chloe Lavigne, 4, right, from the daycare centre attached to the school, were a little overwhelmed by all the clapping at the kickoff Tuesday.



JULIE OLIVER, THE OTTAWA CITIZEN

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen
AGENCE FRANCE-PRESSE, WITH FILES FROM BLOOMBERG NEWS

Facebook blames flood of porn on 'co-ordinated' attack

Company takes steps to halt graphic images

WASHINGTON • Facebook said Tuesday that a "co-ordinated spam attack" was responsible for graphic images appearing in the news feeds of some members of the world's largest social network.

Facebook, which has more than 800 million members, said some users of the social network were tricked into unknowingly sharing the offensive content.

"Recently, we experienced a coordinated spam attack that exploited a browser vulnerability," Facebook said in an email statement.

"Our efforts have drastically limited the damage caused by this attack, and we are now in the process of investigating to identify those responsible," the Palo Alto, California-based company said.

"We've built enforcement mechanisms to quickly shut down the malicious pages and accounts that attempt to exploit it," it said. "We've put in place back-end measures to reduce the rate of these attacks and will continue to iterate on our defences to find new ways to protect people."

Facebook said protecting users from spam and malicious content "is a top priority for us and we are always working to improve our systems to isolate and remove material that violates our terms."

Facebook did not say how many members were affected by the spam but hundreds of users of the social network took to Twitter to complain about the images, which they said included hard-core pornography and graphic violence in some newsfeeds.

"We are hearing this problem is spreading," said Graham Cluley, senior technology consultant at security firm Sophos Ltd. "Facebook needs to get this under control, because the content is so offensive. Some people may quit Facebook."

Porn, pictures of extreme violence and faked photos of celebrities such as Justin Bieber in sexual situations have overrun the profiles of some Facebook users in the last 24 hours Sophos said.

"Has anyone been on Facebook lately?" tweeted Jay Ciroc, who identifies himself as a recording artist living in New Jersey. "My newsfeed looks like a porn site."

Some Twitter users said they'll quit Facebook as a result.

It's likely that the affected users have unwittingly downloaded a piece of malware onto their personal computers, Cluley said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen | VITO PILIECI

That Facebook 'friend' could be a spy

2

Hackers are using 'the human factor' to mine for information, security expert warns

Hackers are becoming so targeted with their attacks that they are mining Facebook profiles for personal information that could help them steal sensitive data.

Security expert Michel Juneau-katsuya says a Department of National Defence employee told investigators he received an email from someone pretending to be a co-worker who said he had seen the employee at his daughter's soccer game over the weekend. The hacker claimed to have been added to the employee's work team, which was assembling sensitive information, and asked for a copy of the work done so far.

The personal information came from pictures the DND staffer had posted to Facebook. The staffer alerted department officials.

"Breeches will happen because of human beings getting involved somewhere," said Juneau-katsuya, chief executive of the Northgate Group security firm and a former senior intelligence officer for the Canadian Security Intelligence Service. "Whether that's willingly, unwillingly, consciously or unconsciously. Whether they lost or forgot something or they simply held open the door for somebody. There is a human factor in it."

Juneau-katsuya says international espionage is reaching record levels as governments move away from costly military confrontations in favour of electronic attacks and computer data theft — and they are picking on average people to get what they want.

Speaking at the release of the 2011 Telus-rotman IT Security Study, Juneau-katsuya said more than 10 times more spy activity goes on today than at the peak of the Cold War.

"All of the spy activities can now be done remotely. It's less expensive because you don't have to move your assets abroad," he said. The security expert said Canada is increasingly targeted because of its lack of a national cyber-security strategy, coupled with rising information breaches being perpetrated by government insiders.

Its economic health is another factor as cash-trapped nations, and even private investors, try get any advantage to safeguard their investments.

That includes hacking into government servers to determine certain policy directions.

A January 2001 attack on the federal government was aimed at getting information on Saskatchewan's potash industry. Foreign hackers masqueraded online as an aboriginal group to gain access to the Finance Department and Treasury Board networks. The hackers sent emails to high-ranking department officials containing a link to a webpage infected with a sophisticated virus. It then opened a pathway deep into the government networks and installed spy malware. They also sent infected PDF files that, when opened, unleashed more malicious code to target and download government secrets.

According to the Telus-rotman study, uneducated employees are to blame for a majority of malicious hacker attacks on organizations. The report said more than 42 per cent of the attacks reported in 2011 are the result of employees opening email attachments infected with a virus.

The report also warns about the way federal public servants handle sensitive data, noting that 34 per cent of all the security breaches reported by government in 2011 were a result of employees losing laptops or mobile devices. The loss rate in the private sector was 30 per cent lower.

As well, the government was warned that a vast majority of its data leaks come from staff members. More than 42 per cent of all data breaches reported from within government were the result of insiders leaking information, a 28-percent increase over 2010, according to the report. In the private sector, insiders accounted for 16 per cent of the data lost.

The government's problems are being compounded by unauthorized access to information by government employees — for example, a nosy employee at Canada Revenue Agency who wants to find out his neighbour's income — which could arm those employees with sensitive information and make it difficult to determine how various leaks are happening. According to the report, more than 24 per cent

of all data breaches reported in 2011 were the result of unauthorized access to information by government employees. In the private sector, unauthorized access to information by employees accounted for 11 per cent of the data breaches reported last year.

Not all of the findings were negative. Government only saw 17 data breaches in 2011, down from 22 in 2010. The private sector reported four data breaches, down from nine last year.

Juneau-katsuya said governments and private organizations have to keep educating employees about phishing and other common attack methods. If employees don't understand how dangerous it is to open strange email attachments, they will never be prepared for the next generation of tailored attacks, such as the use of Facebook to find personal information to entice people to send out sensitive files.

"In the last 30 years the policy of the government has been speak no evil, see no evil," he said. "If you don't speak about the problem you cannot expect people to start finding solutions for something they don't know exists."



The U.S. has allocated \$1.1 billion over five years for cyber protection. It also recently announced that Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) has been tapped to develop an arsenal of cyber weapons. Britain is to spend \$40 billion on cyber warfare and cyber espionage preparedness.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

Afghan schoolgirl wins place at Ashbury

Education key to helping nation for 17-year-old

An Afghan schoolgirl who lives in hiding after the Taliban gunned down her father has earned a spot at Ottawa's prestigious Ashbury College.

Toronto Star reporter Paul Watson has been documenting Roya Shams' struggle for the past year.

According to his coverage, people claiming to be insurgent assassins have told the 17-year-old and other members of her family living in Kandahar that they are on a death list after her father, a district police commander, died while leading a July raid that also saw a Taliban commander killed.

"Roya's father served four decades as a police officer, throughout Afghanistan's long torment. He lived and died by a patriotic credo, one he often repeated to her: 'Your country or a coffin.'

"But he also raised her to be a leader, a strong young woman who would help realize the vision of a peaceful, democratic country for which he gave his life," Watson wrote in an Oct. 18 story.

Shams wants to become a politician, but to do that, must go somewhere safe to complete her education before returning to Afghanistan.

Ashbury College headmaster Tam Matthews heard about the girl's plight and decided to act.

If the girl made it through the school's rigorous admissions process, which includes an essay, an interview and a 90-minute entrance exam, the school would give her a full scholarship to cover the \$19,500 annual tuition fee.

"It's a very compelling story," Matthews told the Citizen.

Canada's role in Afghanistan has been to help rebuild and strengthen the war-torn country and educate young people, girls in particular, so they can become future leaders of their country, he said.

In a story published Tuesday in the Star, Watson said he flew to Kandahar to set up a Skype connection, so Ashbury officials could interview Shams.

He also supervised the girl as she completed the entrance exam in the safety of a well-guarded Kandahar guest house.

According to Watson, Shams burst into tears Sunday when she learned Ashbury had accepted her.

"I will show to the Canadian nation that Canadians did not die for nothing in Afghanistan. I will show them that Canadians died for legitimate reasons. Their sacrifices have made changes in the minds and hearts of ordinary Kandaharis," the girl told Watson.

The next challenge will be getting a study permit from the Canadian government in time to start classes in January.

Watson, a veteran foreign correspondent, has been designated Shams' legal representative in her dealings with the Canadian government in an attempt to make the process smoother.

Shams has finished Grade 12 in Kandahar schools and completed a few online courses accredited by Ontario's education ministry.

But she will have to go back a couple of grades once she arrives in Ottawa.

Ashbury is reportedly working on a mixed academic program for Shams, with most classes in Grade 10, and a mix of others in Grades 9 and 11.

The goal is to have her graduate from Grade 12 with an Ontario Secondary School Diploma in June 2014.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Nov 2011 | Ottawa Citizen | Neco Cockburn, The Ottawa Citizen

Recycling success: More plastic placed in blue boxes, committee hears

Residents have recycled more plastic after the city expanded the number of items that can be placed in blue boxes, council's environment committee heard on Tuesday.

In June, the city added "household plastic containers" such as takeout containers, "clam shell" bakery and produce containers, clear egg cartons, pails, flower pots and planting trays to the list of what will be picked up in blue boxes.

Staff have seen a "significant" 37-per-cent increase in plastics that have been recycled from June to September, compared to a three-year average over the same period. Staff used their update to the committee to remind people that plastic bags are "contaminants" that should not go into the blue box or green bin. A list of places that will take back clean bags can be found at ottawa.ca/recycle. With recycling-processing contracts set to expire in June 2013, the city is looking into the possibility and costs of adding Styrofoam and plastic bags to the list of blue-box items. Staff are also exploring the possibility of having a one-time Styrofoam recycling event, depending on cost, next year following the holidays.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.